

La Finlande annonce officiellement qu'elle préfère sortir de l'euro plutôt que ...

écrit par Christine Tasin | 26 juin 2016

Finland collecting signatures for referendum on leaving EU



World June 25, 22:56 © UTC+3

The petition is authored by Sebastian Tynkkynen, who heads a youth organization of the True Finns party. He said Finland needs a similar referendum as the country could become "free"



Le débat initié en 2012 resurgit. Et le Brexit ne va pas arranger les choses...

La Finlande se rebiffe

Contrairement aux idées reçues, les pays scandinaves aussi trouvent à redire dans la marche actuelle de l'Union européenne. Récemment, c'est la Finlande qui a tiré la sonnette d'alarme en débattant sur une éventuelle sortie de l'euro.

<https://www.franceinter.fr/emissions/meridien-d-europe/meridien-d-europe-04-mai-2016>

Quatre ans plus tard, rien n'est réglé. Ni pour un pays comme la Grèce, maintenue sous une pression austéritaire à la limite de la persécution et à laquelle on refuse une restructuration de sa dette, ni pour les pays créanciers, qui voient se profiler les défauts souverains au Sud, et qui se sentent ainsi contraints par avance à une solidarité financière de type fédéral dont ils ne veulent à aucun prix.

L'euro est trop bon marché pour l'Allemagne et trop cher pour le reste de l'Europe. Il ne remplit pas les exigences d'une union monétaire optimale.

Simon Elo, député du parti des Vrais Finlandais

Voilà pourquoi en Finlande, [le débat sur une éventuelle sortie de l'euro vient de resurgir](#). Dans ce pays, une pétition peut aboutir à un référendum à condition d'une part qu'elle obtienne plus de 50 000 signatures, et, d'autre part, que le Parlement accepte d'organiser la consultation. La seconde condition ne sera probablement pas remplie. En tout état de cause, la première vient de l'être, puisqu'une pétition comportant 53 000 paraphes vient de parvenir aux députés finlandais. Un élu en a d'ailleurs profité pour formuler ce jugement exact: *«l'euro est trop bon marché pour l'Allemagne et trop cher pour le reste de l'Europe. Il ne remplit pas les exigences d'une union monétaire optimale»*. Quand bien même il s'agit de Simon Elo, un député du parti de droite «populiste» des Vrais Finlandais, on ne peut nier qu'il a raison, aussi sûrement que le soleil chauffe et que la pluie mouille.

C'est bien la raison pour laquelle la monnaie unique européenne est condamnée. Parce qu'elle bénéficie à une seule économie, l'économie allemande, et qu'elle nuit à toutes les autres. On aurait invité les Finlandais de se prononcer par référendum sur l'adoption de cette devise, [peut-être auraient-ils voté «non», tout comme leurs voisins danois en 2000, et suédois en 2003](#). A défaut, peut-être seront-ils *in fine* les initiateurs qu'on n'attendait pas du salutaire détricotage de l'eurozone, ce grand cadavre à la renverse.

<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/05/04/31002-20160504ARTFIG00108-sortie-de-l-euro-le-debat-dont-on-peut-parler-sereinement-en-finlande.php>

Voir la pétition en fin d'article.

La Finlande annonce officiellement qu'elle préfère sortir de l'euro plutôt que de payer les dettes des autres

Par une déclaration fracassante – qui sera probablement cachée elle aussi à nos compatriotes par les médias à la botte des « euro-fascistes » -, la ministre finlandaise des Finances en personne, Mme Jutta Urpilainen, vient d'annoncer ce matin, dans le quotidien financier Kauppalehti, que :

« La Finlande ne s'accrochera pas à l'euro à n'importe quel prix et nous sommes prêts à tous les scénarios, y compris à abandonner la monnaie commune européenne ».

Et elle enfonce le clou :

« La responsabilité collective pour les dettes (...) et les risques d'autres pays n'est pas ce à quoi nous devons nous préparer. Nous sommes constructifs et nous voulons résoudre la crise, mais pas à n'importe quelles conditions ».

La Finlande, qui est l'un des derniers pays de la zone euro à bénéficier d'une note de crédit triple A, entend se battre pour la conserver.

À LA DIFFÉRENCE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS DÉFEND LES INTÉRÊTS DU PEUPLE FINLANDAIS FACE AU DÉLIRE EUROPÉISTE

Ce n'est à vrai dire pas tout à fait nouveau de constater que le gouvernement finlandais a à cœur de défendre les intérêts... du peuple qui l'a élu !

Vu de France, cela paraît incroyable, non ?

Ce petit pays de 6 millions d'habitants ne possède guère de richesses naturelles, à part des milliers de km² de toundra et de lacs. Et le peuple finlandais ne voit pas pour quelles raisons il devrait se saigner aux quatre veines pour aller rembourser les dettes d'autres pays, dont le patrimoine national est bien plus important que le

sien.

1°) L'obtention de gages de la Grèce pour s'assurer que le peuple finlandais ne serait pas spolié

Ainsi, le gouvernement d'Helsinki avait déjà exigé, et obtenu, lors du deuxième plan d'aide à la Grèce l'an dernier, de conclure un accord bilatéral avec Athènes lui garantissant de récupérer les sommes avancées.

Comment ? Eh bien tout simplement en prenant ce que tous les banquiers exigent eux-mêmes lorsqu'ils prêtent de grosses sommes d'argent et qu'ils appellent une « sûreté réelle » : c'est-à-dire une hypothèque sur un bien immobilier, un nantissement sur des créances ou un fonds de commerce, etc. Bref : un gage sur un actif réel, qui permet d'être sûr d'être remboursé si l'emprunteur fait défaut.

On remarquera que le gouvernement français, en refusant de faire la même demande d'obtention de gages que le gouvernement finlandais, a donc accepté le principe que ce soit les contribuables français qui soient les dindons de la farce si la Grèce faisait défaut. Ce qui sera d'ailleurs le cas avec plus de 90% de probabilité.

2°) La demande identique formulée par la Finlande à l'Espagne et à l'Italie au dernier sommet européen

Même si les médias français ont, là aussi, organisé l'omerta, le Premier ministre finlandais Jyrki Katainen a mis les pieds dans le plat la semaine dernière, en demandant que l'Espagne et l'Italie émettent des « obligations sécurisées » plutôt que de demander aux autres peuples de payer à leur place.

Le Premier ministre finlandais savait particulièrement bien de quoi il parlait puisqu'il est lui-même ancien ministre des finances.

Et sa proposition obéissait à la même logique que celle que j'ai déjà décrite : pourquoi un peuple dont le patrimoine national est si modeste devrait-il payer les dettes de l'Italie, qui est un pays qui croule sous les richesses, notamment patrimoniales et artistiques ?

Pour bien comprendre la position d'Helsinki, il suffit d'imaginer un château, dont le châtelain, ayant perdu des sommes colossales au casino, demanderait au gardien de les rembourser à sa place, car il préfère quant à lui conserver ses tableaux de maîtres...

La Finlande est dans la situation du gardien : elle est d'accord pour prêter de l'argent au châtelain, mais à la condition que ces sommes soient gagées par le tableau de Titien ou de Claude Lorrain que celui-ci possède.

Bien entendu (et cela n'a pas été non plus porté à la connaissance des Français), le président du Conseil italien Mario Monti (et « Goldman Sachs boy ») a refusé immédiatement cette proposition finlandaise : le châtelain italien compte bien faire payer le gardien et garder ses œuvres d'art pour lui.

Est-il besoin de le préciser ? Notre « socialiste » François Hollande a volé au secours... du châtelain.

Source

http://www.romandie.com/news/n/_Zone_euro_Helsinki_propose_des_obligations_securisees_pour_les_pays_fragiles96280620122005.asp

<https://interetpourtous.wordpress.com/2016/06/25/la-finlande-annonce-officiellement-quelle-prefere-sortir-de-leuro-plutot-que-de-payer-les-dettes-des-autres/>

De source bien informée une pétition est même en cours. Cliquez [ici](#)

Finland collecting signatures for referendum on leaving EU

World June 25, 22:56 UTC+3

The petition is authored by Sebastian Tynkkynen, who heads a youth organization of the True Finns party. He said Finland needs a similar referendum as the country could become "free"

